

Madame la Ministre de l'Éducation
Nationale
Ministère de l'Éducation Nationale
110, rue de Grenelle
75007 PARIS

Le 10 novembre 2014, à Bruxelles.

Objet : Pétition contre le vaccin contre le HPV

Madame Najat Vallaud-Belkacem

Madame la Ministre,

Dans un rapport¹ récent, le Haut Conseil de la Santé Publique préconise :

- d'introduire dans les écoles la vaccination des adolescents contre les papillomavirus (HPV) afin de lutter contre le cancer du col de l'utérus et autres maladies sexuellement transmissibles.
- Et d'abaisser l'âge de la vaccination à 9 ans chez les filles et les garçons.

La position du HCSP a suscité une vive émotion sur Internet.

Notre association, l'Institut pour la Protection de la Santé Naturelle (IPSN), a lancé avec le Professeur Henri Joyeux, oncologue et professeur de médecine à la faculté de Montpellier, une pétition qui a réuni 355 000 signatures et 215 000 recommandations sur Facebook.

Vous le savez, pour que les propositions du HCSP soient opérationnelles, l'État devra s'appuyer sur les établissements scolaires. C'est pour éviter cette ingérence au sein de la vie des écoles et des familles que nous vous écrivons.

¹ Rapport du 10 juillet 2014 du Haut Conseil de la Santé Publique, rendu public le 10 septembre 2014 et relayé par la presse le 15 septembre 2014.



Comme vous l'avez souligné récemment, votre responsabilité « c'est que les parents aient confiance dans l'école ». Vous avez raison, c'est la condition nécessaire pour que les parents continuent d'envoyer leurs enfants en classe.

Mais pensez-vous pouvoir assurer votre mission si les parents pensent que, à leur insu, on imposera des traitements médicaux à leur progéniture ?

Vous avez par ailleurs insisté sur le fait que la mission de l'école était d'apprendre à lire et à écrire aux enfants et de leur inculquer les valeurs de la République. La vaccination HPV n'étant pas concernée par ce programme, il serait bon qu'elle restât en dehors des établissements scolaires.

Les élèves, pour apprendre et travailler, ont besoin de sérénité et de paix. Faire des écoles le premier débouché des laboratoires pharmaceutiques n'y aidera pas. Ce n'est pas une bonne idée. Madame la Ministre, nous vous demandons de vous engager personnellement à ce que cette recommandation du HCSP ne soit pas mise en application dans les établissements scolaires.

Afin de pouvoir évoquer ce sujet avec vous, nous sollicitons l'honneur de vous rencontrer au nom de ces centaines de milliers de citoyens inquiets, ainsi que des victimes des effets secondaires du vaccin.

L'IPSN est une association européenne qui regroupe 500 000 sympathisants sur Internet. Nous sommes des lanceurs d'alerte. Nous menons sur le terrain des campagnes d'envergure pour défendre les médecines naturelles et la santé de tous. Le Professeur Henri Joyeux, oncologue, est membre de notre Comité scientifique et engagé depuis de très longues années sur ces sujets.

Avec mes respectueux hommages, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Augustin de Livois, Président de l'IPSN

